



**HAL**  
open science

## **Introduction. De la “ ville revanchiste ” à la “ ville solidaire ” ?**

Lucie Bony, Marie Chabrol, Sylvie Letniowska-Swiat

### **► To cite this version:**

Lucie Bony, Marie Chabrol, Sylvie Letniowska-Swiat. Introduction. De la “ ville revanchiste ” à la “ ville solidaire ” ?. Espace Populations Sociétés, 2021. <halshs-03507195>

**HAL Id: halshs-03507195**

**<https://shs.hal.science/halshs-03507195v1>**

Submitted on 4 Jan 2022

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



HAL Authorization



rejeter). Certains articles montrent que les dispositifs dissuasifs ne sont pas les seuls à produire de l'exclusion : plusieurs des dispositifs solidaires étudiés, du fait de leur conditionnalité d'accès reposant sur des critères pré-établis, induisent un processus de sélection des populations qui distingue les bénéficiaires des autres (rappelant ainsi l'opposition classique entre « bons » et « mauvais » pauvres) et crée de fait de l'exclusion.

- 7 Le dossier a été organisé selon les logiques d'articulations des dynamiques urbaines de rejet et d'accueil étudiées dans chacun des articles.

## Des politiques publiques contradictoires ?

- 8 Les articles rassemblés dans la première partie analysent conjointement des politiques publiques dont les finalités paraissent paradoxales. D'un côté, on observe dans les villes étudiées une tendance à l'exclusion de populations marginalisées, alors que d'un autre côté des dispositifs sont mis en œuvre pour faciliter leur inclusion. Les auteurs s'interrogent sur l'articulation de ces versants punitif et inclusif de l'action publique, et montrent que les paradoxes apparents n'en sont finalement pas toujours.

- 9 Ainsi, **Antonin Margier** étudie la gestion du sans-abrisme dans la ville de Portland (États-Unis) et donne à voir les contradictions apparentes entre les dispositifs mis en œuvre à l'attention de cette population : travail social et espaces de soin (*spaces of care*) se développent aux côtés de mesures anti-sans-abris, de nettoyage des camps et de criminalisation de la précarité. Pour l'auteur, l'articulation de ces registres d'intervention punitifs et socio-sanitaires est révélatrice d'un nouveau mode de gouvernement de la pauvreté. L'article de **Thibault Besozzi**, également consacré à la question du sans-abrisme, en arrive à des conclusions similaires à partir d'un cas français (Nancy). L'angle adopté est celui d'une analyse des usages de la recherche par ses commanditaires. Il permet d'en montrer l'ambivalence : « en même temps que l'étude devait servir à dynamiser les innovations locales en termes d'assistance, elle servait de justification aux élus locaux pour renforcer leur action répressive via la police municipale ». Finalement, ces deux articles décrivent finement l'imbrication des gestions sociale et sécuritaire du sans-abrisme. On y voit comment les logiques d'assistance peuvent par exemple soutenir les logiques de sécurisation en accompagnant le « nettoyage » de l'espace urbain, ce « nettoyage » pouvant également être présenté comme un levier vers la prise en charge sociale.

- 10 L'article d'**Hadrien Dubucs** poursuit cette réflexion sur l'espace public sous un autre angle. Dans les grandes villes des Émirats arabes unis (Dubai et Abu Dhabi), les étrangers, travailleurs peu qualifiés qui représentent 90 % de la population, se heurtent à de nombreuses mesures excluant d'un point de vue civique et politique. Pourtant, le pays revendique depuis une vingtaine d'années une politique de « tolérance » qui implique théoriquement une non-discrimination vis-à-vis des communautés ethniques, religieuses et nationales. L'effectivité de cette politique inclusive est remise en question par l'enquête de terrain qui met au jour la perpétuation de diverses formes d'exclusion et d'invisibilisation des minorités dans les espaces publics d'Abu Dhabi. Le dernier article de cette partie est consacré à la gestion des pratiques, populations et espaces caractérisés par l'« informalité » dans la ville de Jakarta en Indonésie. **Judicaëlle Dietrich** y évoque les politiques et espaces aussi bien d'assistance (*kampung* et *panti sosial* par exemple) que de rejet (normes urbaines d'exclusion, éviction ou déguerpissement par exemple). Loin d'être antinomiques, ces mesures contribuent à la marginalisation des populations et à la fragilisation de leur ancrage urbain.

## Des politiques inclusives aux effets ambivalents

- 11 La seconde partie du dossier regroupe des articles qui analysent la mise en œuvre concrète de politiques publiques visant l'accueil et l'inclusion de populations en marge. Toutefois, les travaux présentés révèlent l'existence d'effets négatifs et d'ambivalences, et montrent que les objectifs affichés par ces politiques solidaires s'écartent parfois beaucoup des objectifs réellement atteints.

- 12 **Camille Gardesse et Christine Lelevrier** analysent ainsi le vécu des personnes en demande d'asile et réfugiées contraintes de s'installer dans des villes petites et moyennes françaises, dans le cadre d'une politique nationale d'accueil et de dispersion. Si cette politique se veut accueillante, elle tend à renforcer l'isolement et l'anxiété de ces personnes, déjà fragilisées par le parcours migratoire et l'incertitude des procédures administratives, auxquels s'ajoutent des difficultés de mobilité et d'accessibilité aux services dans ces petites villes mal desservies en transports en commun. D'autres ambivalences des politiques d'accueil de population en situation de migration sont mises au jour dans l'article qu'**Alice Latouche** consacre au programme d'hébergement et d'intégration ESTIA (Emergency Support to Integration and Accommodation) destiné aux migrants dits « vulnérables ». À partir des expériences et trajectoires de femmes migrantes entre les hotspots des îles grecques et Athènes (Grèce), l'article montre que cette politique d'intégration d'une part fonctionne par sélection (il faut « performer » la vulnérabilité pour avoir accès à l'aide humanitaire) et d'autre part tend à renforcer la précarité de ces femmes et à les maintenir dans une errance dès lors que ce programme ne donne pas accès à un logement pérenne.

- 13 S'intéressant également à la question du genre, **Elisabetta Rosa** interroge le caractère « solidaire » d'un projet d'habitat destiné à des femmes sans domiciles à Bruxelles (Belgique) et les effets que ce dispositif produit dans la vie de ces dernières. Si la structure étudiée entend se distinguer des formes plus classiques d'hébergement des femmes sans-abri, fondées sur l'assistantat, où l'autonomie des femmes et leur capacité d'action ne sont pas reconnues, elle n'est pas exempte de relations de pouvoir et reproduit finalement les inégalités et les processus de marginalisation existants. Ensuite, l'article de **Cécilia Comelli** se penche sur le versant sanitaire et social des politiques publiques de lutte contre la drogue et la toxicomanie. À travers l'analyse de l'insertion urbaine de structures médico-sociales destinées aux usagers de drogue à Bordeaux (France), cet article décrit les tensions qu'il peut y avoir entre l'objectif officiel d'accueil et d'accompagnement de ces populations précarisées et la réalité de la place qui leur est faite en ville (allant de l'invisibilisation à la franche hostilité). Cette partie se termine par l'article de **Gaëlle Simon** qui traite du processus de gentrification d'une favela à Rio de Janeiro (Brésil), qui résulte de politiques d'urbanisation et de politiques sécuritaires dites de « pacification ». Celles-ci visaient à intégrer davantage le quartier autoconstruit et ses habitants dans la métropole. De fait, les observations de l'auteur donnent à voir une accentuation des inégalités et de la ségrégation au sein du quartier.

## Quand la puissance publique délègue les pratiques de solidarité



- 14 Les articles rassemblés dans la troisième partie du dossier sont consacrés, comme les précédents, à des politiques solidaires. Toutefois, à la différence de la deuxième partie, il s'agit ici non pas d'en montrer les effets négatifs (et inattendus ou involontaires ?), mais de donner à voir la façon dont ces pratiques de solidarité sont déléguées par le pouvoir public à des acteurs privés.
- 15 Dans le contexte français d'une politique d'accueil très restrictive, **Élise Roche** étudie ainsi les pratiques d'hébergement citoyen de personnes exilées, sous forme d'accueil chez l'habitant, de logements mis à disposition ou de squats. Ces pratiques, observées dans la vallée de la Drôme et à Lyon (France), sont qualifiées de « zone grise » par l'auteur pour souligner le fait que tout en étant informelles, elles sont indissociables de la politique migratoire formelle. Toujours dans le champ des études migratoires, **Béatrice Mesini et Margot Bonis** décrivent le non-respect des droits des demandeurs d'asile qui peuvent notamment prétendre à des conditions d'accueil dignes pendant la durée d'examen de leur situation. Les récits dont ces auteures rendent compte donnent à voir le dénuement, la rue, l'attente et l'accentuation de la vulnérabilité plurielle (sociale, économique, sanitaire, psychique, etc.) de demandeurs d'asile rencontrés à Marseille (France). Pour pallier les défaillances de l'action publique, divers acteurs (salariés, militants, bénévoles et citoyens) s'organisent pour redonner sens au principe d'asile et assurer tant bien que mal l'accès aux besoins fondamentaux.

## La solidarité comme résistance face à la ville qui se ferme

- 16 La dernière partie du dossier présente finalement plusieurs exemples de logiques de solidarité qui s'expriment face à une ville qui tend à se fermer et à exclure les plus démunis. Les articles y décrivent les marges de manœuvre dont disposent les habitants pour résister et garder une place en ville ; ils donnent à voir les ressources mobilisées dans l'opposition aux dynamiques urbaines exclusives.
- 17 Le premier exemple est fourni par **Margaux De Barros** qui étudie l'occupation d'un ancien hôpital par les habitants expulsés d'un quartier en cours de gentrification du Cap (Afrique du Sud). L'enjeu pour les occupants est de préserver leur mode de vie et d'éviter d'être rejetés à la périphérie de la ville ; l'occupation permet également de renouveler des dynamiques de solidarité, mises à mal par l'arrivée des nouveaux habitants dans ce quartier en changement. Ensuite, toujours dans la ville du Cap (Afrique du Sud), **Gabriel Tati** questionne les modalités d'acceptation des immigrés africains dans ce contexte urbain où leurs activités de petit commerce sont réprimées. Face à cela, si certains commerçants se conforment aux contraintes qui leur sont imposées, d'autres négocient voire transgressent les interdits. Dans son article, **Mathieu Van Crielingen** étaye la notion de « résistance ordinaire » en la mettant à l'épreuve d'une étude de cas. Il y montre que le quartier bruxellois de Cureghem (Belgique), en cours de gentrification, est approprié par des classes intermédiaires ou supérieures, mais qu'il demeure malgré tout une centralité économique, résidentielle et de service pour les classes populaires. À partir du cas de la ville d'Irbid (Jordanie), l'article d'**Héloïse Peaucelle** étudie également des formes de résistance qui ne s'inscrivent pas dans des mobilisations collectives et des luttes urbaines frontales. En effet, parce que les réfugiés syriens subissent en Jordanie des mesures discriminatoires qui leur interdisent de posséder et de conduire un véhicule motorisé, les quartiers avoisinant les gares routières deviennent des espaces hospitaliers dans lesquels s'installent les membres de cette communauté qui le peuvent. La proximité de cette ressource facilite leurs déplacements et accroît leur droit à la ville et à la mobilité.

### Bibliographie

- AKOKA Karen, CARLIER Marine, COUSSEMAKER Solange (de), 2017, « Ce n'est pas une crise des migrants, mais une crise des politiques d'hospitalité ». *Revue Projet*, vol. 5, n° 360, p. 77-83.  
DOI : 10.3917/pro.360.0077
- BONTEMPS Véronique, MAKAREMI Chowra, MAZO Sarah (dir.), 2018, *Entre accueil et rejet : ce que les villes font aux migrants*. Lyon, Le Passager clandestin, 159 p.
- BÉNIT Claire, DIDIER Sophie, DORIER-APPRILL Elisabeth, GERVAIS-LAMBONY Philippe, 2007, Fragmentations. In Elisabeth Dorier-Apprill, Philippe Gervais-Lambony (dir.), *Vies citadines*, Paris, Belin, pp. 15-38.
- BOUDOU Benjamin, 2017, *Politique de l'hospitalité*. Paris, CNRS Éditions, 248 p.
- CAPRON Guénola (dir.), 2006, *Quand la ville se ferme. Quartiers résidentiels sécurisés*. Paris, Bréal, 288 p.
- ESTEBANEZ Jean, RAAD Lina, 2016, Les indésirables. *Géographie et cultures*, n° 98, pp. 5-22.
- GLOOR Marie, LAUZERAL Margot, LEVEUGLE Jean (dir.), 2014, *Ville solidaire. État de la littérature*. Paris, Rapport du PUCA, 134 p.
- GOTMAN Anne, 2003, Barrières urbaines, politiques publiques et usages de l'hospitalité. *Les Annales de la recherche urbaine*, n° 94, pp. 6-15.  
DOI : 10.3406/aru.2003.2501
- GOTMAN Anne (dir.), 2004, *Villes et hospitalité. Les municipalités et leurs « étrangers »*. Paris, Éditions de la Maison des sciences de l'homme, 494 p.  
DOI : 10.4000/books.editionsmssh.806
- HANAPPE Cyrille (dir.), 2018, *La ville accueillante. Accueillir à Grande-Synthe. Question théorique et pratiques sur les exilés, l'architecture et la ville*. Paris, Éditions du PUCA, collection Recherche n° 236, 528 p.
- ROUSSEAU Max, BEAL Vincent, FABUREL Guillaume (dir.), 2014, *Pratiques et politiques de la ville solidaire*. Paris, Rapport du PUCA, 288 p.
- SMITH Neil, 1996, *The new urban frontier. Gentrification and the revanchist city*. London, Routledge, 288 p.  
DOI : 10.4324/9780203975640
- TERROLLE Daniel, 2004, La ville dissuasive : l'envers de la solidarité avec les SDF. *Espaces et Sociétés*, n° 116-117, pp. 143-157.  
DOI : 10.3917/esp.116.0143

### Pour citer cet article

#### Référence électronique

Lucie Bony, Marie Chabrol et Sylvie Letniowska-Swiat, « De la « ville revanchiste » à la « ville solidaire ». Introduction au dossier », *Espace populations sociétés* [En ligne], 2021/2-3 | 2021, mis en ligne le 19 octobre 2021, consulté le 03 janvier 2022. URL : <http://journals.openedition.org/eps/11444> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/eps.11444>



### Auteurs

**Lucie Bony**

Chargée de recherche CNRS, Centre de recherche sur l'habitat - UMR 7218 LAVUE  
lucie.bony@cnrs.fr

**Marie Chabrol**

Maîtresse de conférences, Université de Picardie Jules Verne, EA 4287 Habiter le Monde  
marie.chabrol@u-picardie.fr

**Sylvie Letniowska-Swiat**

Maîtresse de conférences, Université d'Artois, EA 2468 Discontinuités  
sylvie.letniowskaswiat@univ-artois.fr

*Articles du même auteur*

**Mobilités et discontinuités périurbaines** [Texte intégral]

Le cas de la métropole lilloise

Population Mobility and Discontinuity of the Suburban Areas: the Case of the Urban Area of Lille

Paru dans *Espace populations sociétés*, 2005/2 | 2005

---

**Droits d'auteur**



Espace Populations Sociétés est mis à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International.

